
HYDERABAD – Réunions quotidiennes des boursiers
Dimanche 6 novembre 2016 – 11h à 12h45 IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

SIRANUSH VARDANYAN : ... À écouter aujourd’hui. C’est pour moi un grand plaisir et un grand honneur de vous présenter Richard Lamb, un spécialiste en matière de DNSSEC, l’un des gourous de l’ICANN.

Richard va nous parler de l’utilisation malveillante des DNS. Richard va nous raconter pourquoi, après une décennie, il est toujours à l’ICANN. Richard, vous avez la parole. J’ai déjà votre présentation à l’écran pour les participants à distance.

RICHARD LAMB : Merci Siranush. J’apprécie l’occasion de venir vous parler de cela. Est-ce que vous avez un micro de salle ? Un micro qui me permette de me déplacer dans la salle ?

Je teste. C’est bon, vous m’entendez ?

En attendant à ce que la présentation revienne, je suis toujours là parce que je suis toujours alerte. Et je prends le micro comme ça pour ne pas m’endormir.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Bien, j'appartiens à l'ICANN depuis une dizaine d'années et je travaille avec le DNSSEC. Mais ce n'est pas de cela dont je vais vous parler. C'est un peu ennuyant, vous avez déjà eu une séance pour les débutants en matière de DNSSEC. Je vois des personnes qui y ont assisté, donc vous êtes déjà des experts. Et j'aime bien venir voir les boursiers parce que, à chaque fois que je viens voir les boursiers, Janis dit : ha ! Qu'est-ce qu'il va faire ? C'est un petit voyou. Et c'est toujours du blabla pour vous. Je vous regarde, vous ne venez que d'arriver à l'ICANN et vous êtes une petite mafia entre vous. Parce que vous êtes là, vous êtes une partie importante de l'écosystème de l'ICANN, et les membres du conseil doivent vous entendre.

Alors que moi, qui appartiens au système depuis très longtemps, je n'ai pas cette même position, je ne suis pas aussi bien placé, ils vont probablement m'ignorer, ce qui n'est pas le cas pour vous.

Donc profitez de vos amitiés dans ce programme des boursiers et du fait que vous ne venez que d'arriver à l'ICANN, parce que je pense que c'est une clef que de profiter de ces deux aspects-là.

Plutôt que de vous parler des DNS et du DNSSEC et de questions techniques, puisque vous êtes tous des experts dans la matière, autrement vous ne seriez pas ici, si vous ne saviez pas ce qu'est

le DNS ou le WHOIS. Est-ce que vous savez ce qu'est le WHOIS ?
Levez la main.

Bien. Je m'excuse s'il y a ici des personnes de la communauté d'application de la loi ou des policiers ou des personnes qui travaillent dans ce domaine, mais très souvent ce secteur ne comprend pas comment le DNS fonctionne. Ils ne comprennent même pas comment fonctionne l'écosystème du DNS. Et c'est une inquiétude que nous avons.

Voyons si on peut trouver la bonne diapositive... Est-ce que vous avez un pointeur pour revenir à la première diapositive ? Non ? Vous n'en avez pas ?

Bien comment je contrôle les diapositives ? Oui. Bon, diapositive suivante.

Ces diapositives appartiennent à un collègue qui s'appelle Davis (Catello). L'ICANN a consacré beaucoup de temps à essayer de former les agents d'application de la loi et de travailler avec eux.

Parfait, merci.

On connaît tous cette image de l'internet, n'est-ce pas ? On nous demande souvent : c'est quoi l'internet des choses, des objets ? Comment tout se connecte et on essaye de diagrammer cela. Pour moi l'image cela donne ça. C'est horrible, ce n'est pas net, mais cela montre les différentes parties du système.

On a ici les différents acteurs qui interviennent. Et le but de ce diagramme est non seulement de vous montrer comment s'intègre l'ICANN à cet écosystème, mais de vous montrer également qu'il est très difficile de trouver la personne malveillante.

Donc si vous avez une adresse IP qui vous envoie des paquets ou que vous recevez des mails qui sont du pourriel ou si quelqu'un essaye d'accéder à votre système, qui va trouver cette personne ? Comment fait-on pour poursuivre cette personne ?

Parce que le DNS pourrait être hébergé dans une machine aux Pays-Bas, le serveur web pourrait se trouver à Miami par exemple, ou à Silicone Valley ; et le bureau d'enregistrements – on connaît tous la différence entre les registres, bureaux d'enregistrements, opérateurs de registres, n'est-ce pas, on sait ce que sait – le bureau d'enregistrements pourrait être placé autre part.

Ce qui veut dire qu'il est très difficile de savoir ce qu'il se passe. Diapositive suivante. Merci.

Qu'est-ce que vous voyez dans cette image ? On voit des radios, on a le spectre des radios, on a des protocoles, le 3G, le Bluetooth, le WIFI, le (inaudible), etc. On a des adresses internet, des adresses Mac. Est-ce que... Bon j'assume que vous êtes technique, que vous connaissez tous cela, je ne vais pas

expliquer. Chaque dispositif a une adresse MAC. Les dispositifs Bluetooth, les ordinateurs, les portables, tout a une adresse MAC.

Non, non, revenez en arrière. Très bien.

Donc lorsqu'on regarde cette liste, on voit également d'autres composantes. Il y a des numéros de porte, on veut se connecter au serveur 199,78 342 par exemple, l'ICANN agit en tant que coordonnateur, c'est l'une des fonctions de la PTI pour vous permettre d'accéder à ce port-là.

Les adresses IP et les registres internet régionaux sont donc ce qui gère cela ensemble avec l'ICANN. D'autre part, on a les numéros ASN. Est-ce que vous savez ce qu'est un numéro ASN ? Très bien, j'essaie ici de sonder quel est votre niveau, hein. Donc on a des groupes d'adresses IP. Bien sûr, par la suite il y a des noms de domaines et d'autres aspects plus spécifiques, tels que les conceptions des protocoles qui n'appartiennent pas à la portée de l'ICANN.

On a également l'aspect de la sécurité où l'ICANN n'a rien à faire pour la création des algorithmes cryptographiques. Beaucoup de ces systèmes de sécurité sont développés par le secteur académique et l'industrie.

Diapo suivante. Merci.

Voilà notre espace. C'est ici que l'on travaille. Les noms de domaine, les adresses IP, les numéros ASN. Ce qui est très clair pour vous. Mais pour les forces d'application de la loi, cela n'est pas tout simple. Ce n'est pas aussi facile de le comprendre. Donc il faut travailler avec eux pour nous assurer qu'ils comprennent cela clairement. Vous êtes tous des experts dans ce domaine.

D'ailleurs on donne des cours aux forces d'application de la loi, même dans le cadre des réunions de l'ICANN. On voyage partout dans le monde pour expliquer cela. On le fait parce qu'on nous invite à le faire. On nous demande de le faire.

Je vais accélérer un peu, tout le monde sait comment fonctionne le DNS, la racine, les noms de domaine de premier niveau, de second niveau. Diapositive suivante.

Cette idée qui est organisée ici montre que les ccTLD et les gTLD sont des noms de domaine différents qui ont une composition administrative différente. Les ccTLD sont souverains, bien sûr, tout le monde peut faire ce qu'il veut sous ces noms de domaine de premier niveau géographiques. Et les personnes pensent que l'ICANN contrôle cela, alors que nous n'avons point d'autorité là-dessus. Nous n'avons point de pouvoir. Il s'agit d'un concours de popularité. Tout le monde peut créer un serveur racine, tout le monde peut faire cela.

À chaque fois que je dis cela, je sais que mes patrons ont torts, ils souffrent un peu parce qu'on se bat pour cela, mais c'est le cas.

Les personnes nous font confiance, et il y a des personnes qui sont impliquées à cet écosystème de l'ICANN, mais ce n'est pas dans la portée de notre pouvoir, cela ne nous appartient pas de décider de cela.

On sait tous ce que sont les registres, point COM, point NET, point IBN ou point GOV, etc.

Diapositive suivante.

On a ici la différence fondamentale entre les gTLD et les ccTLD. Il est important d'essayer de se mettre à la place du policier qui essaye de suivre un cas d'abus. Un cas d'utilisation malveillante, un nom de domaine ou d'une adresse IP.

Cet agent de police veut savoir qui contacter. J'ai un problème, qui est-ce que j'appelle? Et pour lui il est important de comprendre que les ccTLD n'ont aucun contrat avec l'ICANN, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Et vous avez vu qu'un nombre d'attaques et ces utilisations malveillantes viennent des ccTLD.

Les ccTLD sont très bien, mais des fois, il y a des ccTLD qui ne sont pas suffisamment financés, ou qui n'ont pas beaucoup de personnel, beaucoup d'effectifs pour assurer sa sécurité. J'ai eu

même discuté avec certains opérateurs de ccTLD dans certaines régions où il n’y avait qu’une seule personne qui travaillait dans une université et qui était chargée d’assurer la sécurité de ce code de pays. Il n’avait pas vraiment les ressources pour assurer que ce soit sécurisé. Donc ce n’est pas toujours de leur faute et ce n’est pas toujours intentionnel. Ce n’est jamais intentionnel. Ce n’est pas qu’ils veulent héberger des sites malveillants.

Bon, les nouveaux TLD, vous en avez trop entendu parler. Diapo suivante.

Donc les noms de domaine s’achètent auprès des bureaux d’enregistrements. Et au moment d’acheter ce type de nom de domaine au bureau d’enregistrements, il y a des termes et des conditions qui s’appliquent à cette transaction. Donc c’est le bureau d’enregistrements que les individus et les forces d’application de la loi contactent en premier. Ils les appellent et leur disent : on a identifié un mauvais acteur, donc déconnectez-le.

Vous savez comment fonctionne le système des noms de domaine. Et lorsque je demande l’adresse IP de Google point Com, dans un système complètement froid, à qui devrait-on demander quelle est l’adresse IP de ce site ? Le cache, le caché du système.

Alors si le cache est vide, au résolveur, et si le résolveur est tout neuf, s'il vient d'être allumé, au serveur de nom. Mais lequel ? Celui des racines. Bien donc vous comprenez cela, très bien, excellent. Diapositive suivante.

Mais du point de vue de l'application de la loi, pour les aider à comprendre ce qu'est un nom de domaine, il faut les aider à comprendre quelles sont les parties prenantes, quels sont les acteurs impliqués. Il faut qu'ils comprennent ce schéma : qui est le registre, qui est le bureau d'enregistrements, dans le cas de Google il s'agit de mark monitor, et qui opère la racine.

Diapositive suivante. Merci.

Cette diapositive a été préparée, non pas par Dave (Piscatello), mais ce sont des leçons que nous avons tirées à partir des formations que nous avons organisées. On insiste à ce que les agents d'application de la loi comprennent comment cela fonctionne. Donc on a des biens qui sont faux, des personnes qui essayent d'exfiltrer des données comme celles des cartes de crédit, la pharmacie illégitime est très commune aux États-Unis aujourd'hui également.

Les Américains achètent n'importe quoi, ils cliquent partout, ils ne réfléchissent pas. Et cela finit par les mettre dans des situations très graves. Il y a des personnes qui sont même

mortes parce qu'elles ont acheté des drogues qui n'étaient pas légitimes.

Infrastructure, bien sûr. Le contrôle et les commandes, des malwares. Le « rançongiciel », le Crypto Locker... Si vous avez entendu parler. Il s'agit d'un rançongiciel qui est très grave et qui verrouille les données que vous avez dans votre disque dur et ça travaille à travers un DNS ; C'est tout à fait intéressant.

Donc voilà certains des domaines auxquels il nous semble qu'il ne nous reste plus rien à faire, plus rien à apprendre puisque le système a été développé en 1993. Donc on n'a plus moyen d'aborder ce problème. Mais dans ce cas-là, cet outil est tout à fait utile.

Lorsqu'un réseau zombie communique avec la machine mère, il crypte des noms de domaine très bizarres. Les DGA par exemple, dont vous avez entendu parlé, les algorithmes de génération de noms de domaine, commencent à générer ces noms de domaine S, YZ, YY etc.

On ne savait pas ce que c'était à l'époque, mais aujourd'hui on sait ce que c'est et on a fait beaucoup d'effort pour essayer de trouver quelle est la formule que suivent ces types de rançongiciels pour essayer de résoudre le problème. Mais lorsqu'on voit ce type de problèmes, on se dit qu'en fait la machine est infectée.

Il y a beaucoup d'autres problèmes. Si moi je suis en Ukraine, il faut que j'envoie 2000 dollars, on nous envoie des mails, vous avez hérité de l'argent, vous avez été sélectionné, mais il me faut de l'argent pour récupérer les fonds et vous les virer... Les personnes sont arnaquées parce qu'il y a beaucoup de personnes qui font confiance, il y a trop d'Américains qui font confiance. Donc c'est un problème aussi. Bien.

Donc ça continue, vous voyez qu'il y a d'autres problèmes potentiels. On a identifié ces problèmes l'année dernière et l'ICANN a publié des documents, des papiers blancs pour essayer de vous fournir des solutions. Donc regardez, il faudrait que vous vérifiiez cette liste sur les serveurs pour être sûr qu'il n'y a pas eu de compromis au niveau des informations.

Donc quelles étaient les traces que ce délinquant a laissées par exemple aussi.

Si vous avez des problèmes au niveau du système, qu'est-ce que vous voulez faire ? Vous allez vouloir l'éteindre ? Non. On ne peut pas l'éteindre parce qu'il y a des preuves, des traces que le délinquant a laissées. Si vous voulez avoir davantage d'informations là-dessus, on en discutera à la fin de la séance.

Il y a également les tunnels. On peut utiliser les DNS pour communiquer. Est-ce que vous avez entendu parler de Iodine ? Iodane Space, cherchez-le sur Google. Ce programme vous

permet de faire plein de choses avec un DNS. Ce que vous voulez. Vous ne voulez pas payer pour une connexion internet, vous ne pourrez pas accéder au reste de l'internet, mais le DNS fonctionne toujours. Donc il faut essayer de trouver des questions à travers le DNS et les personnes cherchent, vous envoient des requêtes et des requêtes jusqu'au moment où ils trouvent une réponse, au moment auquel ils obtiennent une réponse de votre ordinateur. Et à partir de ce moment-là, ils entrent dans votre système. Donc si bien c'est intéressant en fait, mais bon, peu importe.

Les personnes qui veulent utiliser les DNS à ces fins malveillantes, ils peuvent le faire. Il y a le DefCon à Las Vegas, il y a des personnes vraiment très bizarres. Et c'est au sein de ces réunions que ces personnes développent ces « rançongiciels » et ces types de logiciels malveillants. Donc DefCon, compte la participation de milliers de personnes qui essaient de hacker votre ordinateur, ou votre portable ; même à 15 ans. Mais maintenant ils ont des enfants, ils ont marié, ils ont grandi, donc maintenant ils travaillent pour des personnes qui font le bien, pour la ligue de la justice.

Donc oui, l'environnement est très étrange, mais il faudrait que vous vous y rendiez. Ça a lieu au début août à Las Vegas chaque année.

Dans l'espace du DNS, les personnes ont également vu des changements de configuration. Ils demandent un site web, l'adresse IP est changée, donc ils accèdent à un autre site web qui va modifier les informations qu'ils ont sur leur ordinateur. Donc ce n'est pas le cas pour Google point com, mais pour d'autres ccTLD, d'autres versions régionales de Google où il y a eu des problèmes, qui vous demandent en fait des informations, ou à votre ordinateur en tout cas, pour casser votre système. C'est tout bête.

De toute façon, il s'agit d'un système que le DNSSEC a ciblé et contre lequel le DNSSEC vous protège. Grâce au DNSSEC, il est désormais impossible de changer votre configuration.

On passe à la diapositive suivante. Ha oui, pardon, j'ai oublié.

Mon idée est de vous donner des informations qui vous permettent de vous mettre à la place des officiers d'application de la loi. Donc je vous partage ces mêmes informations qu'on leur donne.

On a la protection du WHOIS, la confidentialité. Cela ne veut pas dire que la personne est malveillante. Ma femme par exemple, a un nom de domaine et ces informations d'adresse sont placées derrière un pare-feu pour des raisons de confidentialité. Mais ce n'est pas qu'elle veut utiliser cette adresse DNS à des fins malveillantes.

On a également les URL, qui sont raccourcies. Des fois aussi, si l'adresse URL est raccourcie, c'est qu'il y a quelque chose qui n'est pas tout à fait correct, mais ce n'est pas le cas.

Si un acteur malveillant entre en action, on a moyen de le bloquer. Donc par exemple pour FACEBOOK point COM, on pourrait avoir dans Facebook une page malveillante. Mais on ne va déconnecter Facebook, l'ensemble du système.

Mais cette décision du tribunal, cet ordre, est le seul outil que la force d'application de la loi aura. Mais ce sera de toute façon très difficile d'obtenir ce type d'ordre judiciaire dans certains pays. Des fois c'est même impossible.

Donc on peut être plus prudent, dire: bon, on ne va pas suspendre tout le nom de domaine, mais il faudrait que l'on parle avec le fournisseur d'hébergement pour qu'il élimine cette page spécifique. Mais bien sûr il faut suivre les différentes politiques. Et pour pouvoir mettre en place ce type de mesures, il se pourrait qu'il vous faille un ordre du tribunal.

Donc la meilleure manière de le faire est de faire recours aux différents fournisseurs de réputation. Est-ce que vous connaissez Spam House ? Il s'agit d'un fournisseur qui vérifie vos adresses emails, les mails que vous recevez pour voir s'il s'agit d'adresses légitimes. Cela peut être fait indépendamment et ça

ne requiert pas d'ordre des tribunaux. Ce n'est pas parfait, bien sûr.

Les personnes peuvent même réagir en trop et bloquer des pages, mais les listes de blocage sont utilisées par les navigateurs et par les systèmes de courriers électroniques systématiquement, et c'est un bon moyen pour faire cela.

Donc quel est le type d'outils qu'on veut pour régler ces problèmes ?

Donc on voit ici la juridiction de la sécurité, on a les serveurs des DNS, par exemple là à Amsterdam, le bureau d'enregistrements est en Arizona.

Et on a un problème: quelle est la juridiction? Comment détermine-t-on cela? Donc si une personne impliquée dans cet espace vous contacte, il va falloir que vous essayiez de comprendre qui est la personne qu'on cherche. Donc ça revient à cette question du type d'outils, du type d'armes que l'on veut utiliser.

Si vous déconnectez Facebook point com, c'est un peu trop, c'est excessif. On n'est pas des policiers. Moi en tout cas, je ne suis pas un policier, mais on peut les aider à obtenir ces informations. On connaît tous les outils les plus légers.

Est-ce que vous avez utilisé Virus Total ? Virus Total est un site web excellent. Vous connaissez les autres sans doute.

Mais le DNS est un domaine de recherches relativement récent qui vous permet d'évaluer d'où vient cet usage malveillant, ou cette attaque au sein de votre organisation, de votre société ou au niveau du TLD, ou au niveau gouvernemental même. Donc au moment de demander des requêtes et attendre des réponses, cela vous permet de commencer à voir d'où viennent les problèmes.

On a des exemples, je saute... Les noms de domaine du WHOIS, vous les connaissez ? Le WHOIS des noms de domaine. Vous savez peut-être déjà cela, mais... Les informations WHOIS bien sûr ne sont pas toujours très exactes. Donc les policiers veulent accéder aux données WHOIS, contacter la personne, ou même se rendre chez la personne et entrer pour voir s'il y a des problèmes, ou s'il y a des preuves dans sa maison.

Mais WHOIS point Google point Com est disponible, mais il y a également WHOIS point 2, point 3, point 4. Donc ça va également vous donner des informations pour une adresse IP. Et on pourrait améliorer l'exactitude de cet outil.

Il y a des outils de noms de domaine pour faire cela. Il y a un site web qui est même géré par l'ICANN. Vous pouvez accéder aux informations concernant le numéro ASN. On a ici Spam House.

Ces diapositives sont géniales.

Ici c'est comme Virus Total, mais c'est même plus puissant, c'est URL query point Net. Accédez à ce site web, vous allez voir que cela vous donne des informations concernant les quartiers et les autres adresses IP dans le secteur qui pourraient également être problématiques.

Si vous avez des logiciels qui vous inquiètent, ce n'est pas la peine de les exécuter dans votre ordinateur, vous pouvez les essayer sur un serveur dans le nuage.

Très souvent dans les mails, on a des informations qui arrivent comme cela. Mais le principal problème en matière de cybersécurité, par le plus gros problème, le problème duquel davantage de fonds sont dérivés.

Il a une semaine, il y a eu une grande attaque. Et ces personnes, au moment de faire ces attaques, obtiennent des milliers de dollars. Et puis il y a les rançongiciels, les personnes qui ne gagnent une centaine de milliers de dollars par an.

Est-ce que vous avez entendu parler de BEC ? C'est le compromis des mails des sociétés. On a des experts ici, hein ?

Deux milliards trois cents millions de dollars, hein ? Vous comprenez, donc c'est énorme.

Donc c'est tout simple. On sait que les mails ont des titres. Ça vous donne le choix de répondre à quelqu'un et ça vous montre de qui viennent les mails. On n'a pas ici le choix de à qui il faut répondre, où va la réponse, mais la plupart de ces compromis de sécurité viennent d'une petite modification à cette adresse email. Donc un M ou un N au lieu d'un R, donc les mails sont toujours un problème, cela pose toujours un problème.

Je finis presque Siranush, excusez-moi, j'ai pris du retard.

RANUSH VARDANYAN : Vous aurez deux autres minutes Richard. Et puis 5 minutes pour les questions.

RICHARD LAMB: Bien, donc je voulais vous donner des exemples de ce qui est possible de faire. Donc par exemple ssi quelque chose a l'air bizarre, si ça cloche un peu, vous avez la possibilité de vérifier cela.

Regardez, est-ce que vous avez utilisé Google SITE, S, I,T' E. Non ? Vous connaissez cela. Donc je passe à la dernière diapositive. Il y a trop d'informations sur cette présentation.

Donc n'accédez pas à aucun de ces sites web, mais si dans la barre de recherches vous saisissez « no prescription site deux

points EDU », nous allons chercher exclusivement des sites web dont l'extension finit par EDU. Donc le registre EDU, c'est plutôt le registre des universités, c'est assez contrôlé. Mais les universités ne vont probablement pas vendre des drogues ou donner des ordonnances médicales. Mais si vous trouvez quelque chose, vous allez vous dire pourquoi cette université vendrait-elle des médicaments?

Ce n'est pas le cas, mais Google vous voyez, est un outil très puissant.

J'ai presque fini.

Cet exemple particulier vous montre ce qu'il est possible de faire. Donc par exemple, si vous regardez les serveurs de noms, les adresses IP des serveurs de noms vous pouvez même vérifier les données WHOIS des serveurs de noms et, dans ce cas-là, on avait un nom de domaine RX Meds 365 point RU, c'est une pharmacie. Mais son serveur de noms est l'université de Houston.

Bizarre hein ? C'est un problème n'est-ce pas ? C'est la manière de retrouver les preuves et de trouver les problèmes.

Ici, on a les remerciements. Dave (Picitello) a écrit la plupart de cette présentation, il faut l'en remercier. Il a présenté cette présentation en une journée complète au Moyen-Orient. Il l'a

partagé avec beaucoup d'agents d'application de la loi. Et du point de vue des NERN, moi, j'ai commencé avec les policiers.

Moi je suis vraiment le voyou ici, parce que moi j'ai commencé comme Hacker. Les Hackers ne sont pas des mauvaises personnes. En fait, ils ont des problèmes. L'idée est d'essayer de les aider. Ils ont des outils, les policiers ont des outils limités et ils ne peuvent pas toujours poursuivre les voyous. Mais il est important de les former pour les aider à le faire, parce qu'ils n'ont pas énormément de ressources.

Donc on a des outils spécifiques pour Android, pour Apple. Ici vous voyez les attaques graves qui ont eu lieu. C'est intéressant de les connaître.

Et ça fait 10 ans que je travaille à l'ICANN parce que je sens qu'indépendamment des politiques et au-delà des autres aspects, l'ICANN m'a donné l'occasion d'enseigner, d'apprendre à des groupes de personnes, d'échanger des idées avec d'autres. Et à chaque réunion de l'ICANN, je rencontre de plus en plus de personnes, je me rends compte que je ne suis pas le seul à considérer des problèmes, des problèmes auxquels on doit faire face. Et à chaque fois que je m'ennuie, je retrouve de nouvelles solutions.

Donc je me dis DNS, c'est bon, je connais, je l'ai fait, je suis vieux, j'ai 60 ans, il faudrait que je prenne ma retraite. Et puis, au fond

de la salle, on me pose des questions. Quelqu'un lève la main : Rick, et qu'en est-il de cette disposition particulière ? Ou si je faisais ça et ça ? Je pense à développer ce type de système... et cela me montre qu'ils ont tout compris.

Je donne des cours de 4 jours sur le DNS et le DNSSEC et pour moi, c'est ça qui est satisfaisant. Je me sens épanoui et c'est pour moi cela qui compte, que d'avoir une personne qui me pose une question, qui me montre qu'il a tout compris.

L'ICANN m'a donné cette possibilité. Et j'espère que vous aurez vous-même cette possibilité de partager des expériences avec le reste du monde et de sentir que vous avez contribué à changer un peu la donne.

Donc lorsque vous aurez mon âge, vous vous rendrez compte que c'est ça qui est important pour nous.

Donc, on ne va pas déprimer ici, je suis un peu nostalgique, c'est bon. J'ai fini, merci, je m'excuse d'avoir été en retard.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Richard. Je sais que nous pouvons vous écouter en permanence. Nous allons faire circuler votre présentation. Nous avons la possibilité de poser 3 questions. Inès, Marian et Paul.

Je sais que vous avez beaucoup de questions à poser à Richard, mais... si vous voulez, nous allons demander à Richard de rester un peu plus et vous pourrez parler avec lui à l'extérieur de la salle. Inès, vous avez la parole.

INES:

Inès de Tunisie. Merci beaucoup pour cette présentation sur les usages malveillants du DNS. Ce matin, j'ai participé à la réunion entre le conseil de l'ICANN et la CSG, on a parlé justement de la conformité et des opérateurs de registre. Donc je pensais que, puisqu'on voit ces usages malveillants du DNS qui sont concrets, on peut avoir une punition globale pour tous ces opérateurs. Surtout lorsqu'il s'agit de problèmes envers les enfants, les femmes. Et ensuite je vais sur WHOIS et je ne peux pas trouver l'adresse exacte.

Lorsqu'on trouve WHOIS, on ne peut pas trouver l'adresse. Donc je pense que c'est dangereux.

Et comment résoudre ce problème ? Parce qu'il y a une ligne très... Une différence très fine entre la sécurité de l'internet, la confidentialité et la vie privée.

RICHARD LAMB:

Heu... Je pense que tout le monde a différentes perspectives là-dessous, je comprends la vôtre.

Je n'évite pas votre question, mais je pense que c'est une question que la communauté doit, d'une certaine façon, régler. Je crois que certains des accès, il y a des systèmes d'accès à WHOIS, aux bases de données, qui sont des accès par couche.

Pour le public général, on n'a pas d'accès total. Et pour toutes les personnes qui ont un certain niveau, d'avoir une bonne raison d'avoir accès à ces données, par exemple les forces de l'ordre, on a la possibilité d'accès à ces données.

Vous savez... La question de WHOIS a été créée il y a quelques années. Moi, j'ai publié mon adresse sur WHOIS. Mais par exemple ma femme, elle n'a pas son adresse qui est publiée sur WHOIS, parce qu'elle ne veut pas. Elle a des bonnes raisons de le faire. Ce sont des raisons positives de ne pas vouloir publier toutes ses données sur WHOIS.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci. Je voulais vous rappeler que nous avons un service de traduction, donc si vous voulez écouter la traduction en Français et en Espagnol, vous pouvez. Marian vous avez la parole.

(MARIAN) : Il y a eu des attaques massives le mois dernier qui ont annulé l'internet. Et on en a entendu parler dans les nouvelles. Un grand nombre d'attaques dépendaient de DDOS. Est-ce que vous

pouvez nous expliquer comment le système du DNS était compromis en ce cas là et comment est-ce qu'on peut le sécuriser pour éviter ce type d'attaques dans le futur. Merci.

RICHARD LAMB :

Bonne question. Il y a eu une présentation qui s'appelait l'attaque (Meuray). Le logiciel a été publié. Il ne s'agissait pas d'une attaque de type DDOS. Il s'agissait d'un problème de mot de passe par défaut, et tout le monde demandait au service de DNS du New Hampshire, de différentes parties du monde, des États-Unis. Tout le monde posait la même question en permanence, jusqu'à ce que système soit annulé. C'était très simple.

Dans les journaux américains, il y a eu des articles là-dessus. Il fallait changer les mots de passe. Mais il s'agissait d'un problème de Root. Le mot de passe était 88888. C'est le chiffre de la chance en Chine. En tout cas je crois que cela a attiré l'attention des gens. Et c'était très simple, c'était un problème très simple.

SIRANUSH VARDANYAN :

Heu... Nous avons une question à distance. Allez-y.

SARAH : Nous avons une question de Abdul (inaudible) qui demande : en termes de copyright, est-ce qu'on peut utiliser le matériel de cette présentation ? Est-ce qu'il y a des transcriptions ?

RICHARD LAMB : Je ne sais pas s'il y a aura des transcriptions. Cette diapo, Ces diapos en tout cas, vous m'envoyez un email, vous me demandez, je peux vous envoyer des copies de ce travail que j'ai présenté. Vous pouvez partager tout cela avec vos amis, mais je préfère que ce ne soit pas publié de manière publique, pour différentes raisons.

Il y a des liens, ici, et si vous cliquez sur ces liens, vous risquez d'être infectés. Donc attention. Ne diffusez pas trop ce matériel. C'est pour cette raison que nous essayons de ne pas diffuser cela trop largement. Si la personne m'envoie un email et me demande ce qu'il veut, ce qu'il veut utiliser pour un cours, je le lui fournis.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Richard. Je m'excuse, je vais vous interrompre. Il y a des personnes qui veulent poser des questions à Richard, vous pouvez le faire, mais à l'extérieur de la salle. Merci ; on applaudit Richard.

Cette présentation était très intéressante et je vais demander maintenant à notre prochain présentateur, Olga Cavali du GAC, qui va nous faire une petite présentation sur les activités qu'elle organise. Je m'excuse Olga, nous avons, nous sommes légèrement en retard. Donc nous avons occupé une partie de votre temps.

OLGA CAVALI :

Bonjour à tous. (Elle dit bonjour en différentes langues)

Je suis très heureuse d'être ici. Je remplace notre président Thomas Schneider qui est dans la session du GAC. Et il n'a pas pu venir aujourd'hui. Donc il m'a proposé de le remplacer.

Donc avant toute chose, je voudrais vous raconter une histoire. Il y a 10 ans, lors de la réunion de San Paulo, qui était ma première réunion de l'ICANN, j'ai participé à cette réunion et je ne comprenais rien du tout. Pour moi c'était de la folie. Je voyais qu'il y avait beaucoup de gens qui passaient d'une salle à l'autre, qui parlaient en Anglais, alors que tout le monde parlait en portugais dans cette ville. Et j'ai trouvé cela vraiment bizarre. J'ai eu la chance d'avoir des collègues argentins qui m'ont un peu guidée dans tout ça.

Et ce que je voudrais, c'est vous vous expliquer un petit peu la valeur de cet espace qu'ICANN a créé au fil du temps.

J'étais la première, j'appartenais au premier groupe de boursiers, en 2007, à San Juan de Puerto Rico. Et j'ai demandé à plusieurs reprises que ICANN crée cet espace des boursiers. J'ai demandé à plusieurs reprises, moi-même et d'autres collègues que l'on ait des services de traduction. Parce qu'à l'origine tout était en anglais et rien n'était traduit. Ni les documents, ni les réunions. Donc vous vous rendez compte que ma vie était compliquée à cette époque-là. Ce n'est pas très facile aujourd'hui, les documents sont très techniques. Les thèmes sur lesquels nous travaillons sont aussi techniques, avec des acronymes, un langage spécifique, mais au moins vous avez maintenant cet espace pour vous former, pour apprendre de spécialistes, comme notre collègue.

Je me souviens encore aujourd'hui des présentations, des conférences techniques que nous avions à ces réunions de boursiers en 2007...

Donc ici c'est une brochure avec des acronymes que je prépare pour mes étudiants. Donc je voulais vous présenter cela. J'ai partagé cela avec vous et avec mes amis du Wiki de ICANN. C'est écrit en anglais et en Espagnol parce que ce sont avec lesquelles je travaille, mais vous pouvez le traduire.

En tout cas, c'est un espace de grande valeur pour vous tous, qui vous permet aussi de faire la connaissance de gens, de créer un réseau entre les boursiers, ce qui est très important.

Donc je suis Olga Cavali, je viens d'Argentine, je suis le représentant de mon gouvernement auprès du GAC. Je suis ici pour vous parler du GAC.

J'ai pris quelques notes que j'ai ici.

Alors, qu'est-ce que le GAC ? Le GAC, c'est un espace dans lequel les gouvernements participent au sein d'ICANN. Alors qu'est-ce qu'un gouvernement au sein de l'ICANN ? Qui participe et qui représente les gouvernements au sein de l'ICANN ?

C'est un thème important parce que les problèmes de technologie, internet, ISCT, les TIC, tout cela concerne différents secteurs dans les pays. Cela représente des défis.

Dans mon pays par exemple, nous avons une représentation de plusieurs ministères. Le ministère des Affaires étrangères auprès duquel je suis conseillé. Le ministre des TIC, le ministre de la modernisation... Donc vous voyez qu'il y a plusieurs ministères ici qui sont concernés.

Peut-être que vous voulez savoir quel ministère est représenté auprès du GAC. Vous allez sur le site du GAC, ce n'est pas vraiment un site de très, très bonne qualité, il va bientôt y avoir

un nouveau site d'ailleurs pour le GAC et vous pouvez regarder si votre pays a les représentants que vous pouvez contacter, que vous pouvez consulter. Vous pouvez même demander à voir un représentant auprès du GAC vous-même et vous êtes peut-être le futur représentant de votre pays auprès du GAC. Vous pouvez entrer en contact avec quelqu'un de votre gouvernement, leur dire : ça serait bien d'avoir un représentant auprès du GAC et à ce moment-là, vous pouvez jouer ce rôle.

La prochaine question est la participation. Les frais de participation. Le GAC a un système de boursiers. Nous avons donc, nous n'avons pas autant de boursiers que les autres SO et AC, mais nous avons des boursiers, des personnes qui bénéficient de bourses. Nous essayons d'augmenter le nombre de boursiers.

J'espère que ce sera quelque chose qui va s'améliorer dans le futur, en tout cas vous avez la possibilité de faire une demande de bourses auprès du GAC.

Ce que nous faisons, pourquoi est-ce que les gouvernements sont intéressés par les noms de domaine d'abord ? Qu'est-ce qui est intéressant ici ?

Et bien il y a plusieurs points qui ont un impact sur la vie d'un pays. Ce n'est pas seulement les noms, c'est aussi les numéros, la distribution des adresses IP, cela est lié à la sécurité, comme

cela a été expliqué par notre collègue Richard. Cela est aussi lié à la confidentialité, la base de données de WHOIS, à qui appartient chaque nom de domaine. C'est donc la confidentialité, la sécurité aussi qui est en jeu. Les noms de nos pays aussi qui sont en jeu.

Je préside un groupe de travail au sein du GAC qui s'appelle la protection des noms géographiques pour les nouveaux gTLD. Parce que ce qui s'est passé dans la première série de nouveau gTLD, lorsqu'elle est sortie en 2013, c'est que nous avons constaté que certains noms, et certains noms de marques sont les mêmes que certaines régions ou certains fleuves d'Amérique Latine. Et il y a eu des conflits.

Donc nous travaillons pour réfléchir à des politiques qui pourraient permettre de résoudre ce type de conflit dans le futur. Ce n'est pas seulement les noms et les chiffres, c'est aussi une question de souveraineté.

La valeur de ces noms, pour notre communauté au niveau culturel, les noms de domaine ont une valeur pour nos pays. Donc il y a plusieurs choses que nous devons aborder ici.

Comment est-ce que nous travaillons ? Nous nous réunissons au cours de ces réunions présentielles ; nous sommes un groupe qui augmente de jour en jour. Lorsque j'ai commencé, nous étions une vingtaine. Et nous étions assis autour d'une petite

table. C'était des réunions faciles, simples. Aujourd'hui, nous sommes 160 personnes. Notre objectif est de représenter autant de pays que les Nations Unies.

Donc si vous venez d'un pays qui n'est pas représenté auprès du GAC, s'il vous plait, n'hésitez pas à me contacter, à contacter vos gouvernements et nous ferons rentrer dans le GAC, pour que vous deveniez un membre du GAC.

Donc 160 personnes dans ce groupe. En général, nous avons une centaine de participants à chaque réunion. Tout dépend du type de réunion. Vous savez qu'en Europe il y a plus de participation, en Asie aussi il y a beaucoup de participation, parce qu'il y a beaucoup de pays qui sont représentés au GAC. Tout dépend aussi de la période de l'année à laquelle a lieu la réunion.

Mais ces réunions donc ont un nombre de participants de plus en plus grand.

Nous travaillons dans ces réunions présentielles, nous travaillons aussi au niveau de la liste de diffusion, chaque groupe de travail a sa propre liste de diffusion et sa liste. Et tout cela donne le travail du GAC.

Comment est-ce que le GAC fonctionne avec ICANN ? Quelle est sa relation ? C'est un groupe différent. Nous avons un statut

différent. Le GAC donne des avis, des conseils, fait des recommandations au conseil de l'ICANN.

Comme vous le savez maintenant l'ICANN a une nouvelle structure. Et le GAC, maintenant, appartient à ce que l'on appelle la communauté habilitée. Donc nous avons un nouveau rôle. Nous travaillons maintenant sur la façon d'articuler tout cela, comment définir, comment encourager nos membres pour qu'ils participent.

Maintenant, nous sommes un groupe, un comité de conseils auprès du conseil d'administration. Nous devons informer, nous faisons un communiqué à la fin de chaque réunion de l'ICANN. Vous verrez, vous entendrez parler de ce communiqué du GAc qui est élaboré par la communauté, qui est présenté pardon à la communauté et au conseil.

Nous présentons cela, mais nous pouvons le faire aussi à tout moment de l'année. En général nous envoyons cet avis suite à un consensus au sein du GAC. Nous ne votons pas. C'est seulement pour les élections du président et du vice-président, sinon, nous ne votons pas, nous parvenons à un consensus. Ce qui signifie que nous sommes tous d'accord. 160 et quelques personnes se mettent d'accord. Vous pouvez imaginer que ce n'est pas facile.

Donc c'est la réalité du GAC aujourd'hui. Avant c'était plus facile, maintenant c'est plus compliqué de parvenir à un consensus, c'est un défi, et je dois dire que notre président a ce rôle qui est de guider notre groupe vers un consensus.

Alors vous me dites s'il vous plaît quand je dois conclure. Nous avons donc un président qui est élu suite à des élections. Pour la première fois, ces élections en 2014. Thomas Schneider a été élu, il est Suisse. Nous avons 5 vice-présidents : Emma (Campish) d'Espagne, Won (inaudible) de Thaïlande, Henri (Cassan) de Namibie, et il me manque un Vice Président (Inaudible) qui est notre autre vice Président. Moi-même de l'Argentine et il me manque encore un Vice Président. (Inaudible)... Bon.

La Turquie... Bien nous sommes 4.

Donc il y aura des élections cette semaine, si cela vous intéresse, si vous voulez voir comment fonctionne le GAC, vous pouvez venir participer à une de nos séances. Mardi nous aurons des élections. Notre président va rester pour un mandat de deux ans de plus et nous aurons de nouveaux vice-présidents.

Autre chose que je voulais vous expliquer, c'est comment nous faisons, comment nous élaborons ces avis dont je vous ai parlé.

Nous sommes... Attendez, j'avais quelques notes ici...

MAUREEN: Est-ce que vous avez des questions à poser à Olga ?

SIRANUSH VARDANIAN : Si vous voulez, rapprochez –vous du micro.

NON IDENTIFIE : Je viens d’Algérie, je viens donc d’Algérie. Je voudrais savoir parce que le gouvernement algérien n’est pas représenté au GAC. Notre gouvernement connaît le GAC. Je voudrais savoir maintenant comment rentrer dans le GAC, comment participer au travail du GAC, quel est le processus pour pouvoir permettre à mon gouvernement de participer au GAC.

OLGA CAVALI : C’est une très bonne question. Peut-être que le ministère des TIC, le président, le ministre des Affaires étrangères peuvent vous aider dans ce cas-là.

Ce sont les secteurs des gouvernements qui en général entrent en contact avec le GAC. Cela peut aussi être le régulateur. Ce n’est pas très fréquent, mais ça arrive, nous avons parfois des représentants du GAC qui appartiennent au régulateur des télécommunications de leur pays. Ce n’est pas vraiment un organe de régulation, mais cela peut fonctionner.

Je vous encourage en tout cas à entrer en contact avec eux, d'envoyer un email à notre président. En général le processus est une lettre envoyée par l'autorité concernée qui envoie une lettre au président de notre organisation qui, à son tour, prend contact avec les personnes concernées de votre gouvernement, de votre pays. C'est comme cela que ça fonctionne en général. C'est une très bonne question en tout cas.

Il est intéressant de voir que vous pouvez participer, vous pouvez appartenir à la liste de diffusion. Les boursiers peuvent aussi participer au travail du GAC. Nous avons plusieurs boursiers qui assistent aux réunions du GAC. C'est aussi une bonne façon de participer.

NON IDENTIFIE (RADA) : Merci. Je suis (Rada), je viens des Îles Maurice. Je voudrais savoir s'il y a des initiatives en place pour vous permettre d'encourager les gouvernements qui n'appartiennent pas au GAC ou qui ne participent pas aux réunions du GAC, qui appartiennent au GAC, mais qui ne viennent pas aux réunions du GAC ; est-ce que vous avez des manières de les encourager à venir? Parce que je sais qu'il y a des membres, par exemple les représentants de l'île Maurice, qui ne participent pas beaucoup. Comment vous faites dans ces cas-là ?

OLGA CAVALI :

Ha ! c'est une bonne question. 160 et quelques membres. Certains participent beaucoup, produisent des documents, etc. Mais pas beaucoup parce que ce n'est pas facile.

Personnellement ce que je fais, mais c'est ce que je fais hein, quand quelqu'un d'une région vient, comme par exemple Monica, quand de l'Amérique Latine vient au GAC, j'essaie d'entrer en contact directement avec eux. Je leur dis si vous avez besoin d'aide, dites-le-moi, si vous avez besoin d'explication, dites-le-moi. Ce n'est pas mon obligation, cela ne fait pas partie de mon travail, mais c'est quelque chose que j'aime bien faire ; et nous avons comme ça un très bon groupe de représentants d'Amérique Latine qui participe beaucoup au travail. C'est une manière.

L'autre manière c'est d'aller voir les vice-présidents et de leur demander de vous aider. Vous avez dit quelque chose d'important ici : ce n'est pas facile de participer activement. Vous pouvez venir, ça prend du temps. Les documents sont complexes. Vous pouvez avoir des traductions, mais le problème c'est que les discussions ont lieu en anglais, les véritables documents sont en anglais, ce n'est pas facile.

Moi personnellement je suis ingénieur, et les documents sont des fois plus liés à la partie juridique, c'est plutôt une question politique ou juridique que technologique. Donc c'est compliqué

pour moi. Ce n'est pas seulement que c'est de l'anglais, c'est aussi que c'est de l'anglais focalisé sur un secteur spécifique. Donc il faut être patient, il faut se consacrer pas mal de temps à votre quotidienne au travail que nous faisons. Parce que nous avons un travail au sein d'un gouvernement. Nous faisons d'autres choses. Très peu de représentants font seulement cela, le travail auprès de l'ICANN. Je dirais que seulement deux ou trois pays ont des représentants qui se consacrent à ICANN. Les autres font un tas d'autres choses. Et en plus de toutes ces autres choses ils travaillent au GAC.

Donc je peux vous aider en espagnol, en anglais. Vous pouvez compter sur moi. Mais je sais que c'est long. Ce n'est pas impossible.

Donc mon conseil, c'est si vous êtes un nouvel arrivant au GAC, essayez de trouver un domaine qui vous intéresse, qui intéresse votre pays ou qui vous intéresse. Par exemple, personnellement, moi j'aime bien tout ce qui concerne la vie privée, la protection des noms géographiques, la sécurité. Donc essayer de trouver le groupe qui travaille sur ces thèmes-là. Nous avons 6 ou 7 groupes de travail. Je suis la présidente de deux groupes de travail, les NomCom et la protection des noms géographiques. Il y a d'autres groupes qui travaillent sur la sécurité, sur les régions mal desservies, etc.

Trouvez un groupe de travail qui vous intéresse, qui fait quelque chose qui vous intéresse, suivez la liste de diffusion, participez. Et à partir de là, essayer de petit à petit sauter dans d'autres thèmes. Essayer d'abord de vous focaliser sur quelque chose.

Parce que sinon la grande variété de choses va être décourageante. Donc focalisez-vous sur un domaine et ensuite avancez petit à petit et vous verrez que petit à petit les choses s'améliorent.

Ça prend du temps. Mais j'ai eu une conversation avec Sally Costerton, il y a un mois lorsqu'elle est venue au Paraguay pour ouvrir le centre d'entrepreneurs, inaugurer ce centre. On a parlé de cette brèche. Il y a un travail qui est fait par les boursiers qui est super, mais comment est-ce que le boursier peut rentrer directement dans l'activité, dans le développement de documents, la rédaction de textes et comment contribuer.

Donc ça, ça demande du temps, de la patience, et c'est à cela qu'il nous faut réfléchir pour le futur.

Est-ce qu'il y a des questions ?

SIRANUSH VARDANYAN : Ici nous avons une question après. Inès.

INES : Merci Olga. Je viens de Tunisie. Je travaille avec le gouvernement et deux ministères en même temps, ministère de l'Éducation et ministère des TIC parce que je suis en train de mettre en œuvre les TIC pour l'éducation. Et dans mon pays, je pense que mon pays a un membre du GAC, mais ils ne sont pas actifs. Hélas. Et je pense que le problème est lié au processus de nomination. Parce que, hélas, dans certains pays, comme dans la région de (Mina) dont je viens, ces nominations sont faites dans des cercles très hermétiques.

Et on présente donc des personnes pour occuper ces sièges seulement pour que ces sièges soient occupés au sein du GAC. Donc je pense que certains membres ne sont pas actifs auprès du GAC et ne participent pas ou n'essayent pas de participer.

Donc je pense que le problème est peut-être lié au processus de nomination.

OLGA CAVALI : Je ne peux pas vraiment vous aider. Si le représentant... Je ne peux pas rentrer dans des problèmes nationaux. Là nous ne pouvons pas interférer dans ce sens-là. Mais peut-être que vous pouvez essayer d'entrer en contact avec ces gens-là.

Quelque chose que j'ai remarqué, au sein des gouvernements, c'est que très souvent les membres sont plus à l'aise dans des

organisations comme l'UIT, parce que les gouvernements ont un rôle plus formel comparé au GAC.

Et la formalité pour le gouvernement c'est quelque chose d'important. C'est un problème important. Il faut le savoir.

La question ici est que l'internet appartient maintenant à l'infrastructure de communication. Ce n'est pas seulement la réglementation du spectre, et d'autres règles qui comptent ici. C'est aussi internet en général. C'est pour cela que c'est important que les gouvernements participent au travail de l'ICANN. Pour une question de légitimité aussi. Pour ICANN c'est important que beaucoup de gouvernements participent activement.

Peut-être que vous pouvez entrer en contact avec eux et les mettre en contact avec nous. Je suis allée dans votre pays il n'y a pas longtemps, en 2005, j'étais la représentante du SMSI à Tunis, et j'ai adoré votre pays. Un très beau pays. Peut-être que l'on peut rentrer en contact avec vous et vous aider en tout cas.

Il y avait des questions au fond de la salle. Et ensuite, on vous donne la parole. Vous avez besoin d'un micro ? Approchez-vous si vous voulez. Pendant ce temps, je répondrais à la question de Monsieur.

PAUL : Je suis Paul. Olga j'ai une question à vous poser concernant les membres. Est-ce que vous acceptez des membres d'organisations intergouvernementales, comme l'Union Européenne ?

OLGA CAVALI : Oui, l'Union Européenne, l'Union Africaine, ce sont des observateurs. Nous avons (Alice) (Inaudible) notre chère amie, qui a été la représentante auprès du GAC du Kenya. Et maintenant elle représente l'Union Africaine. Nous avons d'autres organisations. Nous avons l'organisation des États américains qui sont des observateurs.

Ils peuvent participer, ils ne votent pas et ils ne prennent pas les décisions, mais ils peuvent participer au processus, oui.

Et il y a aussi une partie des boursiers qui peuvent devenir des observateurs.

NON IDENTIFIE : Merci beaucoup. Merci, bonjour madame. Le GAC va organiser des élections dans quelque temps, dans quelques heures. Il y a donc 160 et quelques pays qui sont représentés. La question est la suivante.

Les personnes qui se présentent pour les élections au GAC pour demain, est-ce que ces personnes viennent des Nations Unies ou est-ce qu'ils ont été nommés ?

OLGA CAVALI :

Voyons si j'ai bien compris votre question. Les candidats sont nommés par les pays qui sont membres du GAC. Nous n'avons pas de région au sein du GAC.

C'est quelque chose que nous allons essayer d'établir. Pour le moment nous n'avons pas de région au sein du GAC. Nous essayons de coordonner par région, de toute façon, notre travail.

Donc il y a un candidat pour l'Amérique Latine, pour les pays d'Amérique Latine. On est d'accord pour dire que c'est une bonne candidate, c'est Mina (inaudible) du Pérou. J'ai été moi-même vice-présidente pendant 2 ans. Donc maintenant elle va me remplacer.

Ensuite il y a d'autres candidats. Si vous regardez la liste des candidats, vous avez deux candidats pour l'Europe. Vous voyez...

NON IDENTIFIE :

Je suis moi-même en Inde, si je veux être nommé est-ce que je peux être nommé comme candidat auprès du GAC ?

OLGA CAVALI : L'Inde peut être un candidat pour ces élections. Oui. Personne n'a nommé l'Inde.

Il y a un candidat pour la Chine, il y a un candidat pour la région de l'Asie Pacifique. Oui, l'Inde pourrait, pour les prochaines élections, se présenter comme candidat.

Vous devez être un représentant du GAC d'abord pour pouvoir être nommé. Votre gouvernement doit vous nommer. Et puis vous pouvez – et c'est une question intéressante – qui peut être un représentant auprès du GAC ?

Vous pouvez par exemple être un diplomate, vous pouvez être un ancien membre du gouvernement. Vous pouvez être aussi quelqu'un qui a été engagé. Le gouvernement va vous nommer pour pouvoir participer au sein du GAC.

SIRANUSH VARDANYAN : Prochaine question.

NON IDENTIFIE : Merci beaucoup pour votre présentation. Je serais ravie de parler en espagnol, mais... Attendez... Non. Je vais poser ma question en anglais. C'était une pratique, c'est tout.

(MARIAN) INAUDIBLE : J'ai quelques questions. Vous avez dit que vous préparez des communiqués au sein du GAC et que vous les présentez au conseil d'administration. J'ai relu certains de ces documents pour voir le travail d'élaboration de politiques liées au WHOIS. Et je voudrais savoir si vous présentez des documents similaires à d'autres organisations intergouvernementales comme par exemple les Nations Unies. Parce que ces conseils semblent être universels.

Et d'autre part, comment peut-on devenir un membre observateur ? Merci.

OLGA CAVALI : Ce sont de très bonnes questions. Que je sache on ne l'a pas fait dans le cadre des Nations Unies. Peut-être que le président pourra vous répondre à cela.

On devrait demander à Thomas Schneider pour voir si j'oublie. Mais on ne fournit des conseils qu'au conseil d'administration de l'ICANN, mais on pourrait peut-être envoyer des lettres aux autres entités et aux autres organisations.

Ce serait possible, mais je ne suis pas sûre. Je vérifierai.

Et votre autre question était très bonne, mais je ne sais plus ce qu'elle était.

NON IDENTIFIE : Comment les membres observateurs peuvent être accrédités.

OLGA CAVALI : C'est une bonne question. Oui. Ils doivent envoyer une demande, comme dans le cas de tous les pays. Et ils font l'objet d'un processus d'évaluation.

L'UIT, l'OEA, l'Union Africaine, Régulatel, qui est le règlementateur des télécommunications en Amérique Latine, ce sont tous des observateurs. Je pense que l'on a entre 20 et 25 organisations observatrices.

Vous pouvez le vérifier sur le site web du GAC.

FADI (SALAM): Je suis boursier, merci. Merci de nous avoir expliqué comment fonctionne le GAC. Vous avez dit qu'il y a des pays qui participent plus que d'autres. Et qu'il y a des pays membres, même s'ils ont un représentant, ne participent pas vraiment.

Les conseils du GAC sont probablement rédigés plutôt par des représentants de certains pays, ce qui est alors soumis à la considération du conseil d'administration.

Est-ce que le conseil d'administration ou le GAC, dans ce cas là, tient compte du manque de considération des autres pays. Non seulement en raison du manque de participation, mais également parce qu'ils ont des problèmes financiers, ou s'ils veulent participer mais ne le peuvent pas. Est-ce que cela est considéré par le conseil d'administration et les membres du GAC ?

OLGA CAVALI :

Je ne pourrais pas répondre au nom du conseil, je ne suis pas membre moi-même. Donc je pense que ce serait à eux de répondre à cette question.

Mais nous faisons beaucoup d'efforts au sein du GAC pour garantir qu'il y ait des perspectives très diverses représentées. C'est ça le rôle des Vice-présidents aussi. D'essayer de générer ces expressions, d'encourager les personnes à s'exprimer. C'est pourquoi on essaye d'avoir des vice-présidents des différentes régions. Moi je travaille beaucoup pour avoir l'avis des pays d'Amérique Latine.

Bien sûr, on pourrait s'améliorer. Tout groupe de travail, non seulement au sein de l'ICANN, c'est le cas dans d'autres groupes que je préside en dehors de l'ICANN aussi. Il y a toujours des personnes qui sont plus actives que d'autres.

Pourtant, il me semble que c'est ça le rôle des dirigeants. D'impliquer les personnes, de créer et d'assurer une certaine diversité.

On s'est beaucoup amélioré sans doute, mais sans doute il y a des personnes qui participent plus que d'autres.

Mon patron était un diplomate à une époque, et il me disait : la personne qui rédige le document est la personne qui parvient à faire passer son opinion.

Donc si vous voulez que votre opinion soit reflétée dans le document, c'est à vous de rédiger le document.

SIRANUSH VARDANYAN : Dernière question.

NON IDENTIFIE: Oui, je suis de l'Inde (inaudible) et j'ai suivi les discussions des ONG, des OING, des OIG ces dernières journées. Et s'il y a deux avis complètement différents, comment arrivez-vous à une solution de compromis entre les deux ?

OLGA CAVALI: En général, on travaille sur une base consensuelle. S'il y a des opinions minoritaires, on peut bien sûr les inclure dans nos communiqués.

Vous avez sans doute suivi le processus de transition de la supervision des fonctions IANA. Il y a eu des pays dans ce cadre-là qui avaient des opinions divergentes. L'idée était d'aller de l'avant avec le processus, tout en exprimant les différents points de vue. Si vous lisez le document du ccWG responsabilité, vous allez voir que j'ai moi-même présenté un document au nom de 20 et quelques pays pour exprimer notre opinion divergente, une opinion minoritaire.

Donc le processus avance, tout en considérant les différents avis.

SIRANUSH VARDANYAN : Et la dernière question pour Olga, en attendant notre prochain invité. Oui ?

WAYNE : Je suis Wayne de (Inaudible) j'ai une question liée aux bourses du GAC auxquelles vous avez fait allusion. Est-ce que les participants suivent le même processus que dans le cadre du programme des boursiers ?

OLGA CAVALI : C'est une bonne question. Il faut d'abord être membre du GAC. À ce moment-là vous serez dans la liste du GAC et vous allez

recevoir une communication du secrétariat vous demandant si vous voulez demander une bourse du GAC. Vous dites oui ou non, et si c'est le cas, vous allez demander cette bourse.

Malheureusement, nous avons reçu davantage de demandes que ce que l'on pouvait financer. J'ai discuté avec l'ancien PDG de l'ICANN et je lui ai dit qu'il faudrait que l'on ait la même quantité de places disponibles pour les bourses du GAC que pour les bourses du programme de fellowship. On n'en est pas là, mais on en a 30 et quelques, je pense 30 et quelques et les observateurs c'est ça 35 ?

Monica est plus au courant que moi. Elle ne vient que d'arriver au GAC, mais elle sait tout. Elle connaît tout. Elle est très informée. Donc 30 et quelques. 30 pour les membres et 5 pour les organisations observatrices.

Donc si vous êtes des observateurs, vous pouvez également obtenir une bourse.

Et la sélection est faite par le Président et les Vice-présidents.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Olga. Y a-t-il des questions dans la salle ? (Kasak) ?

(AMAL AL SAKAF): Oui, je viens du Yémen. Je m'appelle (Amal Al Sakaf). Vous avez dit que le rôle du GAC a changé à la suite de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA et vous avez parlé de l'APTI. C'est quoi ? C'est l'organisation des identifiants techniques publics ?

OLGA CAVALI: Non, j'ai parlé de la communauté habilitée.

(AMAL AL SAKAF): Non mais le rôle va changer à la fin de la transition ?

OLGA CAVALI: C'est une bonne question, on en discute au sein du GAC. Vous savez qu'il n'est pas facile de se mettre d'accord entre 160 et quelques pays.

En ce moment, nous travaillons et au cours de cette semaine, nous allons continuer de délibérer de la question.

Le rôle consultatif du GAC existe déjà, cela ne va pas changer, mais les nouveaux statuts constitutifs comprennent d'autres activités pour le GAC, c'est ce qui est prévu.

Certains pays comme l'Argentine et d'autres pays d'Amérique Latine considèrent que c'est une bonne occasion d'impliquer les gouvernements davantage au sein de l'environnement du GAC.

Comme ça les gouvernements pourront participer davantage. D'autres pensent qu'on ne sera qu'une entité consultative.

C'est à nous de demander cela, de le considérer. Et les statuts constitutifs nous permettent de changer notre rôle. On a bien sûr différents rôles en ce moment et nous travaillons sur ce que vous dites.

Vous avez une question ?

NON IDENTIFIE:

Oui, merci. Je suis (inaudible) de Papouasie Nouvelle-Guinée. J'ai une question qui concerne la participation des nouveaux pays au sein du GAC.

Vous disiez tout à l'heure que l'idéal serait d'avoir la même quantité de représentants au sein du GAC qu'à l'ONU. Il y a d'autres environnements tels que l'UIT et d'autres environnements multilatéraux qui suivent cette même structure. Donc pensez-vous que dans un environnement multipartite comme celui de l'ICANN, qui suit le modèle multipartite, où l'on travaille sur une base consensuelle, il n'y aura pas de barrières qui seraient dissuasives pour la participation de certains pays ?

OLGA CAVALI :

C'est une bonne question. Mais c'est un processus vous savez. Le fonctionnement de l'ICANN et la gestion de l'internet sont tout neufs et on ne peut pas avoir une seule partie prenante qui gère tout. Mais les gouvernements ont une structure très formelle qui est toujours importante, parce que les gouvernements sont responsables de la sécurité, de la formation, de l'application des lois au niveau national. Donc il est vraiment très important que les gouvernements participent à ce nouveau processus. Et c'est normal qu'ils se doutent si cela serait raisonnable.

C'est ça votre rôle dans ce processus. C'est à vous de participer à ce nouveau rôle de communication et à ce nouveau rôle de prise de décisions qui n'est pas établi depuis longtemps.

Pensez à la manière dont les gouvernements ont fonctionné depuis 200 ans. Ce n'est pas un travail facile, mais c'est le rôle des nouvelles générations que d'intégrer leur pays à ce modèle multipartite. Ce n'est pas parfait, certes, mais la démocratie n'est pas parfaite non plus. Et il faut que l'on trouve un moyen de pouvoir travailler avec ce modèle que l'on a.

Moi, à titre personnel, pas en tant que représentante ou vice-présidente, je dirais que l'aspect clef de notre modèle multipartite est la diversité. On a un groupe de pays divers, et de boursiers divers, on a différentes organisations de soutien. Donc

on a des différences et il faut qu'on essaye de travailler avec ces différences.

(GOBERNA) :

Je viens de l'Argentine, je vais parler en espagnol. Je suis argentine comme Olga. Je m'appelle (Goberna), donc je vais parler en espagnol.

C'est bon ? Vous avez pris vos écouteurs ?

Olga, ma question porte surtout sur les processus de politique au sein du GAC et de la GNSO. Non seulement au niveau administratif, mais plutôt à un autre niveau. Je voudrais savoir quel est ton avis personnel et non pas ton avis en tant que représentante gouvernementale, puisque ce sont des questions qui ne sont peut-être pas résolues.

En ce qui concerne la nouvelle série des nouveaux gTLD et les noms géographiques, je voudrais savoir, à ton avis, comment on pourrait atténuer la manière d'empêcher qu'il y ait de nouveaux conflits dans les différents points qui peuvent être des zones géographiques non reconnues comme telles dans certaines situations.

Bien que je n'ai pas de cas qui me vienne à l'esprit en Amérique Latine, il y a des situations avec lesquelles il y a des termes qui ne sont pas reconnus à l'international comme dans le cas de

certaines zones géographiques ou des groupes qui défendent un droit particulier.

Ma deuxième question porte sur les organisations internationales gouvernementales, telles que l'organisation internationale de la santé, l'OMS, et les organisations non gouvernementales, organisations internationales non gouvernementales telles que la Croix-Rouge ou le comité international olympique. Je sais qu'on a beaucoup discuté de la reconnaissance de ces noms dans la nouvelle série des nouveaux gTLD.

Je m'excuse d'avoir parlé aussi vite, mais je suis très passionnée du fait que j'allais parler en espagnol.

OLGA CAVALI :

Je réponds en espagnol ? Comme vous voulez. Mais je vais ralentir, je vous promets. J'avais promis de parler doucement, je ne sais pas si j'ai vraiment tenu ma promesse.

Ce sont deux très bonnes questions. Les noms géographiques. On a eu une séance conjointe avec la GNSO hier. Vous savez que la GNSO rédige les politiques pour les noms génériques. C'est-à-dire que ces politiques sont pertinentes pour la définition des règles pour la nouvelle série des nouveaux gTLD.

La première série de nouveaux gTLD a suivi des règles qui, dans la pratique, ont généré des conflits, plusieurs conflits d'ailleurs. Surtout l'Amérique Latine était active au niveau de deux gTLD spécifiques. L'un était point Patagonia, la Patagonie est donc une région au sud de l'Argentine et du Chili. Et le point Amazone, Amazone est bien sûr un magasin en ligne, mais c'est également un fleuve, c'est le plus grand fleuve au monde.

Patagonia a cessé sa candidature à la fin d'un processus de beaucoup de travail entre l'Argentine et le Chili avec le soutien de plus de 60 pays au monde. Donc Patagonia a finalement décidé d'éliminer sa candidature.

Ha ! le patron est là ! Il va falloir que je quitte la salle je pense. Je rougis.

Et l'autre était Amazone.

Le groupe de travail que je coordonne, qui est un groupe de travail sur la protection des noms géographiques, travaille en ce moment sur l'idée de créer un référentiel de noms où le candidat devrait d'abord vérifier si son nom est un nom pertinent pour un pays ou pour une région.

Il y a certains acteurs qui ne sont pas tout à fait d'accord. Il leur semble que c'est un peu complexe d'entretenir cette base de données. Mais il nous semble que l'ICANN pourrait le faire. Donc

si un candidat vérifiait, comme par exemple si vous voulez présenter une candidature pour point (maté). Donc il vérifie sur la liste, si le nom n'est pas un nom protégé, sa chaîne est valable, il pourrait présenter sa candidature. Mais cela devrait être validé par cette base de données.

SIRANUSH VARDANYAN : Olga, peut-être que vous pourrez communiquer avec (Adela) pour lui expliquer le processus de manière plus poussée plus tard. Il faut qu'on avance. Je voudrais remercier Olga et l'applaudir vraiment ; on vous félicite, on vous remercie d'être venue. Je sais que nous vous avons posé beaucoup de questions.

OLGA CAVALI : Pas de soucis, je serai dans la salle du GAC. Vous pouvez également m'envoyer des mails : olgacavali@gmail.com ou sur twitter également.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Olga. Nous allons maintenant inviter notre invité suivant, le président directeur général de l'ICANN, Göran Marby. Göran, vous avez la parole.

GORAN MARBY:

Je pense que c'est beaucoup plus agréable de marcher, de circuler dans la salle plutôt que de s'asseoir. Cela fait des heures que je suis assis.

Ça va ? Tout le monde est content ? Vous vous sentez reconnu ?

Je m'excuse vraiment d'avoir été en retard. J'ai un peu de retard dans une autre discussion, dans une autre salle et je ne retrouvais plus où vous étiez.

J'ai quelques remarques à faire, mais je commencerais par une discussion que j'ai eue avec Alan. Bonjour Alan !

Alan et moi avons discuté du rôle des parties prenantes non commerciales, ou en tout cas des personnes qui n'ont pas un intérêt commercial. Donc le modèle multipartite est un modèle qui a été élaboré sur la base du fait qu'il y a différentes personnes... Attendez, oui voilà, ici je vous vois tous. Le modèle multipartite a été élaboré sur la base d'un but qui était d'entendre tout le monde, de permettre à tout le monde de s'exprimer.

Nous avons passé une période de transition que tout le monde a déjà oubliée. Et nous avons remplacé la supervision du gouvernement des États-Unis par un rôle de supervision de la communauté. Et je pense qu'on n'a pas fini. Il faut voir comment mettre en œuvre ce modèle.

Il me semble que la seule manière d'assurer cela est d'avoir une communauté diverse, active. Donc je vais expliquer ce que j'entends par cela.

J'ai dit que si le monde était gouverné par des personnes suédoises, ce serait tout à fait ennuyant. Et dans ce modèle multipartite, on a un espace spécial pour les personnes qui se représentent à titre personnel ou les personnes qui représentent une idée ou un principe qui n'est pas un principe commercial.

C'est comme cela que le système devrait fonctionner. Les utilisateurs internet autour du monde qui en sont à 3,60 milliards de personnes doivent trouver une manière de s'exprimer. C'est pourquoi il faut que l'on travaille pour intégrer les personnes dans un système qui ne représente pas seulement un principe, mais qui représente également les personnes.

Le programme des boursiers est un de ces principes qu'on vise à défendre. Et j'ai demandé à mon équipe et aux personnes qui travaillent pour moi si vous êtes contents, si on vous a facilité l'opportunité de participer. Qu'est-ce qu'on peut faire pour nous améliorer ? Ce n'est pas tout simplement parce qu'on est gentils, bien sûr on est gentil, mon équipe est gentille en tout cas.

Mais cela correspond également au fait que vous êtes très importants en tant que collectif, mais également en tant qu'individus. On a besoin de savoir quel est votre avis. On a

besoin d'avoir la perspective des personnes qui n'ont pas toujours l'occasion de s'exprimer.

Donc on a besoin de personnes qui se rapprochent des micros, des personnes courageuses, qui nous fassent part de ce qu'ils pensent.

Je ne sais pas si vous avez du mal à suivre les sigles, ou les processus des structures, ou que vous ne savez pas comment participer. Il y a des personnes qui sont au sein de l'ICANN et qui participent depuis très longtemps. Et il est des fois un peu difficile de leur demander ce qu'ils pensent ou de venir contester leur avis. Et c'est pour cela justement qu'on a développé ce système de forum public.

C'est parce que vous êtes importants pour nous. Pour nous en tant qu'organisation, pour nous en tant que communauté, mais vos voix sont également importantes pour servir les utilisateurs internet de partout dans le monde.

On ne contrôle pas exclusivement l'internet, on est l'un des acteurs qui contrôlent l'internet et c'est pourquoi on est là, on veut travailler avec vous.

L'internet évolue constamment. Lorsque je parle de l'internet et lorsque les personnes me parlent de l'internet, on entend parler de la valeur économique de l'internet, des personnes qui

peuvent sortir du chômage grâce à l'internet. Et c'est très bien. Cela nous donne des moyens, cela nous habilite.

Mais il y a un autre aspect à considérer. J'ai discuté avec les gouvernements hier, et ils utilisaient un mot, un terme, qui était l'unificateur. L'internet est un unificateur qui réunit les personnes autour des mêmes informations. Cela donne à tout le monde les mêmes possibilités.

Il y a quelques années, je me suis rendu en Amérique Latine, j'avais un projet pour l'accessibilité à internet. Donc dans ce cadre, je me suis réuni avec des gouvernants de ces pays. Ils me demandaient pourquoi ce projet était important pour moi. Et ils m'ont dit quelque chose, qui est important pour moi, et c'est l'une des raisons pour lesquelles je travaille avec l'ICANN. Et c'est le fait que lorsqu'on connecte les personnes, les personnes les plus riches auront toujours des moyens et le pouvoir d'accéder aux informations. Mais les pauvres ne l'ont pas.

Donc si vous avez des informations, c'est très différent que de ne pas avoir des informations. Donc si on connecte des personnes sans moyen, on élimine l'une des grandes barrières en intégrant des atouts de la pauvreté. On leur donne l'accès à l'information.

C'est pour ça que je travaille avec l'ICANN, c'est pour quoi je fais ce que je fais. Parce que je sais que c'est important.

Et il faut penser aux langues locales au moment d’habiliter les personnes, il faut penser aux écritures, et aux scriptes. Il faut savoir qu’il n’y a pas que l’anglais. Il y a d’autres cultures également. Et c’est à vous de nous aider à assurer que cela soit concrétisé.

Merci d’être venu. Je vous encourage à parler, à vous exprimer, à nous aider. Merci.

Y a-t-il des questions ?

SIRANUSH VARDANYAN : Oui, nous avons plusieurs questions. Oui, Fadi ?

FADI: Fadi (Salem), je suis syrien, merci. Cela fait quelques jours que je participe ici en tant que boursier pour la première fois, et j’ai un peu mieux compris la transition de l’IANA. Et en ce moment, je commence à discuter avec les personnes dans les couloirs, avec des membres de l’ALAC, avec d’autres participants.

Et étant donné cette nouvelle réalité, y a-t-il de nouvelles menaces à l’avenir de la PTI et de la transition en termes de fragmentation de l’internet ? Parce que dans les cercles académiques, dans les cercles politiques, les personnes commencent à discuter de cette possibilité dans l’avenir.

Le fait qu'il y ait de plus en plus de discussions et d'internationalisme et qu'il y ait davantage de gouvernements, de plus de gouvernements qui veulent assumer le contrôle d'internet, est-ce que vous êtes de l'avis qu'il y a de nouvelles menaces ?

GORAN MARBY:

Je suis suédois, je ne vois pas des menaces partout, mais nous allons diviser votre question en partie.

D'une part, que fait l'ICANN ? La plupart des inquiétudes des personnes ne sont pas dans la portée de notre travail. Il y a par exemple les frontières nationales, les contacts, ou la surveillance des citoyens par leur propre gouvernement. Donc cela n'a rien à voir nous. C'est une discussion tout à fait importante et je vous encourage tous à discuter de cette question. C'est difficile d'en parler dans certains pays.

Mais au moment de parler de la fragmentation, du cloisonnement, on parle ici des différentes parties qui se connectent. Ces divisions existent. Et on ne peut pas baisser les bras.

Certains disent que l'internet est une technologie, mais ce n'est pas qu'une seule technologie. L'internet est composé de plusieurs technologies qui travaillent ensemble, volontairement.

Il s'agit d'un système de bénévoles, ici à l'ICANN, on travaille avec des personnes des différentes communautés. Des différentes parties prenantes sont toutes interconnectées au sein de l'ICANN.

Je pense que l'une des leçons que nous avons tirées d'avant la transition est que les personnes ne comprennent pas très bien comment fonctionne l'internet. Et c'est ça la vraie menace. Les personnes prennent de mauvaises décisions pour l'intérêt d'avoir un seul internet, uni.

Et je pense qu'on devrait toujours continuer de travailler pour nous former, pour apprendre aux personnes comment le système fonctionne.

D'autre part, le modèle multipartite et l'internet ont un aspect commun, c'est le fait que personne n'a jamais fait cela auparavant.

À mesure que l'on voit de nouveaux acteurs nous rejoindre, on ne sait pas ce que l'année prochaine va donner. Donc même si vous aviez participé à l'ICANN pendant 18 ans, cela n'est pas d'intérêt parce que vous êtes là pour l'avenir, pas pour le passé.

On travaille beaucoup avec d'autres organisations internationales pour discuter de ce que l'on fait et de ce que l'on ne fait pas. Mais il faudrait que l'on soit prudent, parce

qu'aucune organisation, aucune personne, aucun intérêt particulier ou aucune société ne devrait capturer ou assumer le contrôle de ce que nous faisons.

Et moi, je suis suédois, je suis prudent. Vous savez, c'est culturel pour moi. D'autres questions ? (Inaudible)

(NASRAD KALID):

Merci, je suis (Nasrad Kalid) de l'Afghanistan. Et ma question... Avant tout je tiens à vous remercier. Je suis sûr que nous tous, les boursiers, sommes tous aussi reconnaissants de ce programme. On aime bien ce programme des boursiers. Vous nous avez demandé si on était content, si on avait été bien accueillis, je dirais oui, tout à fait.

Mais ma question est: avant le programme des boursiers, j'ai participé aux questions de gouvernance internet et dans ce type de domaines. Mais nous, ce que l'on veut, c'est de voir un changement au niveau local, là où on habite. Moi j'habite en Afghanistan et moi, dans mon espace local, je vois qu'on a de vrais problèmes à l'heure actuelle pour pouvoir donner aux personnes l'accès aux informations, comme vous disiez.

Pour moi, le fait de venir ici et de pouvoir apprendre, c'est tout à fait positif. Mais comment pourrait-on apporter des modifications au niveau structurel, à la base, dans nos pays ?

Donc on a différentes questions. Il y a des capacités et des compétences que l'on pourrait apporter, mais il y a également des aspects financiers. On essaye d'organiser une école de gouvernance internet d'Asie Pacifique, toute petite, et même dans ce cas-là, on a des problèmes pour obtenir les fonds.

Si on avait les connaissances, ce serait possible bien sûr de les publier sur internet. Mais il va nous falloir avoir davantage de ressources pour que les personnes puissent accéder à ces connaissances qui sont publiées sur internet.

Comment l'ICANN peut-elle nous aider là-dessus ?

GORAN MARBY:

On a une demande illimitée de fonds. On travaille pour la communauté At-Large d'une part ; nous travaillons également avec nos collègues de l'ISOC. Et nous, en tant qu'organisation, assurons également la sensibilisation dans différents pays.

Mais bien sûr, cela ne va pas résoudre votre problème immédiat. En ce moment, nous travaillons sur la participation par demande, sur demande.

L'internet est différent pour les différentes personnes dans les différentes régions. En Europe, par exemple, il y a différents pays membres auxquels on a demandé : pour vous c'est quoi l'internet ? Des fois les personnes se connectent et se

déconnectent. Ils considèrent cela comme un service. Mais dans d'autres pays, les personnes sentent que sans internet, ils sont morts.

Donc même sans entrer dans cette question du financement, on essaye de trouver des moyens pour communiquer avec des partenaires comme la communauté At-Large, ou la communauté pour soutenir le développement des différents pays.

Votre ancien ministre des TI parlait suédois d'ailleurs et c'était bien, c'était sympa. Merci.

Je pense avoir le temps pour une autre question.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci beaucoup. Oui d'accord, une question de plus.

GORAN MARBY: Deux autres questions !

PAUL: Merci Göran d'être ici. J'appartiens au NomCom et je vous remercie de cette occasion de participer. En tant que boursier de l'ICANN, j'ai deux ensembles de questions. Mais c'est assez similaire à la première question de mon collègue.

Et maintenant que l'ICANN est un organe indépendant, qu'il n'a plus la supervision de la NTIA et du gouvernement américain, le conseil d'administration – c'est une question que j'ai déjà posée à Thomas Schneider – mais je voulais savoir quel est votre avis concernant la manière dont le conseil d'administration de l'ICANN compte se protéger des interférences externes.

Franchement, je sais qu'il va y avoir beaucoup de lobbys et beaucoup de pression des différents gouvernements et des différentes organisations. Parce que tout le monde veut agir dans son propre intérêt.

GORAN MARBY:

Je vais répondre à la dernière question. C'est une question importante. Les statuts indiquent que c'est la communauté qui prend les décisions. Le conseil d'administration analyse les décisions et va offrir son avis. On me dit, et ensuite on met en œuvre ces statuts.

Je suis tout à fait d'accord avec vous, parce que je pense que le lobbying va être fait au sein de la communauté, et vous abordez un point important. Je l'ai dit plusieurs fois, il y a une question de sensibilités.

Et les personnes qui appartiennent à notre communauté savent qu'il va y avoir davantage de lobbying. Nous n'avons pas

changé. La communauté a toujours fait cela, elle fait toujours les politiques. C'est la partie de supervision. Le gouvernement américain est remplacé par la communauté, mais ce travail a été fait pendant longtemps, depuis longtemps déjà. Donc comme je l'ai dit hier toutes les choses ont changé mais rien n'a changé.

Vous abordez ici un point important et c'est que le conseil essayait de faire du lobby auprès de moi. Mais je pense à la communauté. Et je pense que c'est un bon point en tout cas ce que vous venez de dire.

SIRANUSH VARDANYAN : Il y a beaucoup de questions, nous comprenons.

PAUL: Paul du Kenya. Ma question porte sur les perceptions liées à l'administration d'ICANN. Puisque vous n'avez plus la supervision de la NTIA, et cette question est aussi parce que j'ai vu l'enregistrement de tout ce qui c'est passé au niveau du Congrès américain. Donc ma question est, les gens, maintenant considèrent ICANN, parce que lorsqu'il s'agit de la gouvernance de l'internet, ICANN est de plus en plus considéré comme un petit peu les Nations Unies de tout ce qui concerne la gouvernance de l'internet.

Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose de positif ou de négatif ?

GORAN MARBY:

Je ne le considère d'aucune façon. Parce que tout cela appartient à notre mission. Et le seul groupe qui peut changer cette mission, c'est la communauté. Dans mon rôle, je ne pourrais pas rentrer dans cette mission.

Vous abordez un point ici qui est important. Il y a des gens qui viennent ici avec une mauvaise perception de ce que nous faisons ; et je pense qu'il est important d'indiquer ce que nous faisons dans notre écosystème, parce que nous ne nous occupons pas de tout. Ce que nous faisons c'est important, mais c'est tout.

Donc la communauté, et mon travail, c'est un travail qui vise à faciliter la discussion et d'établir la mission d'ICANN. Voilà. Que ce soit clair.

Donc c'est une pression que vous pouvez ressentir, mais pas moi.

Est-ce qu'il y a...

SIRANUSH VARDANYAN : Nous ne pouvons pas prendre d'autres questions. Donc nous vous remercions d'être venu. Nous savons que vous avez un agenda très chargé, donc nous vous remercions. Merci.

Il y avait beaucoup de questions, je le sais.

Merci beaucoup. Et je vais maintenant vous présenter notre prochain invité membre du comité du NomCom. Asseyez-vous, prenez place ici.

STEFAN: Bonjour à tous. Merci de nous recevoir. Je suis Stefan (inaudible), je suis le président du NomCom de 2016. Je suis à côté de Peter qui va présider le NomCom de 2017. Une présentation du NomCom, du comité de nomination. Et pour vous donner une idée de ce que nous faisons.

Je sais que nous sommes en retard, nous avons aussi des engagements qui vont nous forcer à partir bientôt. En tout cas, j'aurais aimé vous dire que nous avons une réunion ouverte, une réunion du comité de nomination, qui va avoir lieu, qui est ouverte, qui va avoir lieu lundi à 11 heures. Vous y êtes invités si vous voulez participer.

Nous luttons en permanence pour améliorer la transparence du processus de travail du comité de nomination. Ces réunions sont une très bonne occasion de le faire. Donc venez, n'hésitez pas à

venir à notre comité, notre réunion du comité. Vous en apprendrez davantage.

Qu'est-ce que nous faisons ? Nous sélectionnons les positions de leadership au sein d'ICANN. En général ces positions sont la position des membres du conseil. Nous sélectionnons la moitié des membres du conseil. Nous sélectionnons aussi les membres de la GNSO et de la ccNSO et d'ALAC.

Je dis en général, parce qu'après la transition, depuis la transition, nous avons maintenant davantage de postes à sélectionner au niveau du conseil de PTI. Et, je ne sais pas si vous le savez, mais c'est un conseil de 5 membres, dont trois sont sélectionnés par d'autres moyens et dont deux sont maintenant sélectionnés par le NomCom. Et ce processus va commencer cette année, dans le comité de Hans Peter. Donc ce sera la première fois que le NomCom va passer par ce processus.

Donc pour faire notre sélection, chaque NomCom suit un cycle de un an. Nous avons une période de candidatures, nous proposons à tous ceux qui sont indiqués par ce poste à se porter candidat. Notre objectif est de permettre à ICANN de tirer profit de l'expertise et de l'énergie de candidats en général, candidats qui pourraient ne pas exister au sein de l'ICANN, ou qui ne sont pas parmi les groupes de volontaires que nous avons au sein d'ICANN, ou parce qu'il s'agit d'individus qui n'ont peut-être pas

entendu parler d'ICANN dans leur travail et donc qui.... À ce moment-là nous allons voir ces gens, nous essayons de les convaincre pour qu'ils se portent candidats. Voilà, c'est ça notre travail.

Donc c'est un processus compliqué, mais qui est très important parce que vu le niveau d'intérêts international dont fait l'objet ICANN, nous avons beaucoup de personnes qui viennent nous voir, de candidats qui se présentent. C'est un travail difficile de sélectionner les candidats.

Et c'est très important aussi parce que, comme je l'ai dit, nous sommes partie intégrante des structures de leadership de l'ICANN en termes de sélection. Donc si nous ne faisons pas la bonne sélection, si nous ne faisons pas une sélection de qualité, à ce moment-là, il y aura des problèmes, la structure ne va peut-être pas fonctionner comme elle devrait fonctionner.

Voilà, donc c'était un petit peu une introduction; je vais maintenant donner la parole à Hans Peter. Et je répète, c'est toujours un plaisir de venir voir les boursiers. Nous sommes toujours ravis d'être invités ici. Nous sommes déjà venus, et je l'ai déjà dit, je le redis, nous recevons des questions très intéressantes dans cette salle, donc c'est intéressant de venir travailler avec vous. Et à nouveau, merci beaucoup.

HANS PETER: Bien, merci. Donc je ne veux pas trop parler. Je vais vous donner la parole pour que vous puissiez poser des questions. Allez-y.

Est-ce que c'est vous qui modérez ?

RICARDO: Bonjour, j'ai deux questions. Je suis Ricardo, du Venezuela. Ma première question est : quelles sont les exigences pour être nommé ou pour être candidat ? Je n'ai pas vraiment compris le processus. Vous cherchez les gens ou les gens se présentent comme candidat ? Et pour participer, lorsque ce processus de nomination est ouvert.

Et quelle est la relation qui existe entre le nombre de sièges qui existent et le nombre de personnes que vous cherchez pour ce type de position ?

HANS: Tout le monde peut se présenter. Donc vous pouvez vous présenter, offrir votre nom pour cette fonction. Dans un mois nous allons publier le nombre de postes et nous allons envoyer les formulaires de candidatures, je dirais au début du mois de décembre ou la mi-décembre. Tout le monde peut se présenter.

Par ailleurs, nous cherchons aussi des gens de notre propre côté, mais nous ne sommes pas limités à cela.

Et pour les exigences, les critères de recherche seront publiés sur le site internet et il varie en fonction des postes.

L'année dernière nous avons reçu environ 100 candidatures. Et parmi ces 100 candidatures, 20% étaient des femmes. Donc personnellement, je voudrais encourager les femmes à se présenter, à se porter candidates. Parce que le NomCom ne peut sélectionner que parmi les candidats qui se présentent. Donc si vous ne vous portez pas candidats, nous ne pourrons pas vous sélectionner.

Est-ce que vous vous occupez de gérer la queue ?

SIRANUSH VARDANYAN : Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Oui, allez-y.

SARAH: Sarah (inaudible) du Ghana. Ce n'est pas une question. Vous avez dit que vous avez une session qui va avoir lieu lundi. Hélas, nous avons une session travail organisée pour nous. Donc s'il y a une autre séance, une autre réunion à laquelle nous pourrions participer ?

HANS: Lundi, après le déjeuner. Et nous pouvons de toute façon regarder s'il y a la possibilité d'avoir une autre réunion pour que vous puissiez y participer.

NON IDENTIFIE: Bonjour, je suis (inaudible), je suis membre des groupes de travail de NomCom aussi. Je voudrais répondre à ce que Sarah a posé comme question. Je suis boursier d'ICANN cette année. On m'a dit qu'on pouvait parler à Siranush et partir un petit peu avant la fin de notre session de boursiers pour participer à cette session sur le NomCom.

SIRANUSH VARDANYAN : Tous les forums publics et toutes les sessions sont enregistrés et il y a des transcriptions ; donc vous pouvez aller ensuite sur internet et réécouter les discussions que vous n'avez pas pu entendre, ou les réunions auxquelles vous n'avez pas pu participer. Tout est en ligne.

HANS PETER : Fadi, avant de prendre la prochaine question, je voudrais vous présenter Sahead, il est le président élu. C'est-à-dire qu'il va avoir le rôle cette année, le rôle que j'ai eu l'année dernière, donc il sera le président du NomCom l'année prochaine. Donc si vous avez des soucis concernant le NomCom et comment ça

fonctionne cette année, et si vous n'êtes pas satisfait de la façon dont cela a fonctionné, vous pouvez aller le voir. Et j'espère que l'année prochaine fera du meilleur travail que moi. Et ce monsieur dit qu'il y aura du matériel qui sera posté sur internet sur tout cela, si cela vous intéresse.

FADI : Je suis un boursier d'Iran. Ma question porte sur les changements clefs qui peuvent avoir lieu après la transition concernant les critères de sélection et les critères de nomination en général.

HANS : Je pense que c'est une question très intéressante. Nous allons en parler dans les réunions à venir. En général, il y a toujours des critères de changements pour les membres du conseil. Nous essayons de combler les manques lorsqu'il y en a cette année, nous avons besoin de personnes ayant plus d'expériences concernant les gouvernements. Ou si nous avons besoin de personnes formées dans un autre secteur, c'est les membres du NomCom qui décident cela.

Et la façon dont nous travaillons, il y a une liaison qui parle avec le conseil, les liaisons, les organisations de soutien pour mettre en place ces critères. Ensuite ils établissent une liste commune

des critères, des profils dont ils ont besoin dans leur sélection. Voilà. C'est un petit peu tôt encore pour moi pour pouvoir vous répondre et vous dire de quoi ou de quel type de profil nous aurons besoin.

SIRANUSH VARDANYAN : Bien, merci. Je remercie les deux présidents, le président élu pour l'année 2016 et le président pour l'année 2017 du NomCom qui sont venus participer à cette réunion et ont répondu à vos questions. Nous les remercions. Nous entendrons leurs commentaires lors du forum public.

Et maintenant je voudrais vous dire que notre session est terminée. Notre session d'aujourd'hui est terminée. Le repas pour les boursiers est servi ici, à l'extérieur. Allez chercher votre déjeuner. Faites une pause et allez ensuite à la session ou à la séance, allez assister à la séance qui vous intéresse.

En tout cas, en ce qui nous concerne, voyons notre ordre du jour...

Bien, nous avons dans la salle 3, nous avons une session qui nous intéresse et à 5 h nous avons une session de conclusion dans la salle 4.

Voilà. Bien. Bon appétit et merci beaucoup.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]